

BURKINA FASO



**CINQUANTE-NEUVIEME SESSION ORDINAIRE
DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DES NATIONS UNIES**



**DECLARATION
DE SON EXCELLENCE MONSIEUR
BLAISE COMPAORE
PRESIDENT DU FASO**

NEW YORK, 21 SEPTEMBRE 2004

(Vérifier à l'audition)

**MISSION PERMANENTE DU BURKINA FASO AUPRES DES NATIONS UNIES
PERMANENT MISSION OF BURKINA FASO TO THE UNITED NATIONS
115 EAST 73 RD STREET, NEW YORK, NY 10021 TEL (212) 288-7515**

**Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs les chefs de délégation,
Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,
Mesdames et Messieurs,**

Monsieur le Président,

La présente session revêt pour nous une importance capitale, en raison non seulement des questions brûlantes soumises à notre attention, mais aussi, de l'insigne honneur fait à l'Afrique, à travers votre brillante élection à la présidence de notre vénérable, assemblée.

Le Burkina Faso vous adresse ses vives félicitations et, en sa qualité de Vice-Président de l'Assemblée, vous assure de sa pleine et entière coopération afin que votre mandat s'accomplisse avec succès.

Je voudrais aussi rendre hommage à votre prédécesseur, Monsieur Julian Hunte, qui a su diriger avec efficacité les délibérations de la cinquante-huitième session.

Monsieur le Président,

Notre auguste Assemblée se tient à un moment où la communauté internationale se trouve confrontée à la pauvreté croissante dans les pays du Sud, au terrorisme, et aux guerres fratricides.

Sur le continent africain, nous pouvons certes nous féliciter de la paix retrouvée en Angola, au Libéria, ou en Sierra Léone. Mais l'Afrique continue d'être déchirée par de nombreux conflits, notamment au Burundi, en Côte d'Ivoire, en République Démocratique du Congo, et au Soudan.

En Irak, une situation incontrôlable enfonce ce pays progressivement dans le chaos, pendant que le dialogue semble toujours impossible entre les protagonistes au Proche —Orient.

En matière de lutte contre le terrorisme, il faut humblement reconnaître que nous sommes loin d'avoir développé une stratégie adéquate et efficace pour annihiler ce fléau.

Les attentats et les destructions de vies humaines se multiplient dans plusieurs régions du monde.

Cependant, des hommes de bonne volonté, des associations et des organisations internationales, restent mobilisés pour proposer des solutions et restaurer la concorde.

Il en est ainsi des initiatives de paix de la SADC dans la région des Grands Lacs, de celle de l'Union africaine au Darfour, du Sommet d'Accra sur la crise en Côte d'Ivoire qui, sous le parrainage du Secrétaire général des Nations Unies, a redonné une lueur d'espoir à la réconciliation nationale dans ce pays.

Le gouvernement et le peuple burkinabé réaffirment leur soutien aux Accords de Linas Marcoussis et d'Accra III. Je voudrais redire tout l'engagement du Burkina Faso à s'associer à toute initiative visant à consolider la paix et la stabilité sur le continent.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

La paix et la sécurité ne sont pas les seules garantes de l'ordre et de la stabilité politique mondiale. La sécurité humaine dans sa dimension satisfaction des besoins essentiels de l'homme en constitue aussi un aspect important.

Depuis le Sommet Mondial sur le Développement Social, tenu à Copenhague en 1995, la communauté internationale a reconnu que le plus grand défi auquel l'humanité fait face est celui de la pauvreté. Celle-ci compromet les droits humains fondamentaux, bafoue la dignité des individus et des familles, et constitue une menace pour la stabilité politique, économique et sociale des Etats.

Mesdames et Messieurs,

Quelle valeur accorder à la mondialisation, si celle-ci fait abstraction des préoccupations essentielles des populations que sont le progrès économique, l'alimentation, la santé, l'éducation et l'emploi ?

La situation particulièrement alarmante de l'Afrique mérite d'être rappelée devant notre Assemblée : un faible taux de croissance, une baisse constante de la production par tête d'habitant, une lente progression du taux d'alphabétisation et de scolarisation, des ravages causés par la faim et la maladie, un sous-emploi endémique, et un retard inquiétant dans les domaines scientifiques et technologiques.

Face à un tel tableau, les dirigeants africains sont engagés à affirmer davantage leur leadership dans la formulation des politiques économiques et sociales. La tenue à Ouagadougou, les 8 et 9 septembre derniers, du sommet de l'Union africaine sur « l'emploi et la lutte contre la pauvreté en Afrique », participe de cette prise de conscience et de cette nouvelle vision.

Au cours de cette rencontre, en présence de nos partenaires au développement, nous avons retenu que la stabilité macro-économique et la croissance soutenue sont nécessaires, mais restent insuffisantes pour réduire la pauvreté.

Aussi, avons-nous convenu, notamment :

- de placer l'emploi au centre de nos politiques économiques et sociales ;
- de renforcer la coopération entre les communautés économiques régionales dans les domaines de l'emploi, de la formation et de la santé.

La Conférence de Ouagadougou a également décidé de la mise en place d'un mécanisme de suivi des décisions aux niveaux national, régional et continental.

L'Afrique a besoin du concours effectif de la Communauté internationale pour renforcer la qualité de ses choix économiques, aux fins d'améliorer les conditions de vie de ses populations. C'est pourquoi j'appelle, du haut de cette tribune, les partenaires au développement à agir dans trois directions principales.

En premier lieu, le respect des engagements pris au cours des différents forums pour l'accroissement de l'aide publique au développement, et pour un traitement conséquent de la dette ;

En second lieu, l'établissement de règles organisant un commerce international plus juste et équitable;

Troisièmement enfin, la mise en oeuvre des recommandations du rapport de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation.

Faisons en sorte qu'en septembre 2005, au moment où se tiendra le Sommet des Nations Unies sur les Objectifs du Millénaire, des réflexions pertinentes et des actions concrètes aient déjà été engagées dans ces directions.

Pour la communauté francophone, les thèmes de la solidarité et du développement durable seront abordés au cours de la Xème Conférence des Chefs d'Etat et Gouvernement, qui se tiendra au Burkina en novembre prochain.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Le bien-être économique et social auquel aspirent nos peuples se réalisera, nous en sommes convaincus, dans le cadre de l'Etat de droit.

Pour sa part, le Burkina Faso a résolument opté pour la démocratie, et cette détermination s'est toujours vérifiée depuis une douzaine d'années, à travers des consultations électorales libres et ouvertes.

Nous sommes pleinement décidés à ancrer la démocratie dans nos institutions et dans notre société, persuadés que pour notre pays, c'est une des voies de l'espérance.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

L'ONU doit servir de guide dans la gestion des affaires internationales. Pour jouer convenablement ce rôle et réussir son mandat, elle a besoin de se démocratiser profondément, c'est-à-dire, d'être à l'écoute de la majorité des Etats et des organisations de la société civile, pour mieux servir l'intérêt général.

Tout indique qu'il faut hâter la réforme du système onusien, pour l'adapter plus que jamais aux aspirations légitimes des nations. Chaque Etat, petit ou grand, doit y assumer sa part de responsabilité et être comptable des décisions prises pour l'intérêt commun. Aujourd'hui, le conseil de sécurité de notre organisation, en

s'élargissant de façon démocratique et équitable à l'Afrique, à l'Amérique latine, et à une grande partie de l'Asie et de l'Europe, se donnerait davantage de moyens politiques et moraux pour relever les défis de la paix et du développement dans le monde.

Au sein de la nouvelle ONU que nous appelons de tous nos vœux, la situation de la République de Chine à Taïwan devrait enfin trouver une solution juste et acceptable.

La raison commande que ce pays, qui coopère avec une bonne partie de la communauté internationale et qui apporte une précieuse contribution à la civilisation de l'universel, intègre rapidement l'Organisation des Nations Unies.

Monsieur le Président,

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Avec le précieux concours du Secrétaire général, nous avons jeté les bases d'un immense programme de réformes de notre organisation.

Ce chantier doit aboutir à un édifice suffisamment solide pour relever les innombrables défis du 21^{ème} siècle.

Je vous remercie.